



La meilleure réponse à la crise : répondre aux exigences sociales !

Les révélations de la crise financière

La crise financière est à juste titre au centre de toutes les préoccupations.

Voir s'élever en fumée des milliards d'euros au grand Monopoly de la bourse sous la houlette des banquiers et des affairistes scandalise tout un chacun. Et il y a de quoi !

Or vous n'avez pas rêvé. Vous avez bien entendu ces derniers mois MM. Sarkozy et Fillon, et tous les tenants du libéralisme le plus débridé, nous rebattre les oreilles qu'il n'y avait pas d'argent pour l'éducation, la santé, la sécurité sociale, les retraites, les services publics...

Et vous n'avez pas rêvé. Vous avez bien vu les mêmes trouver en quelques heures 360 milliards d'euros d'argent public à mettre à la disposition des banques.

Et la boucle est bouclée quand on apprend qu'en 2007, cinquante patrons français ont touché dans l'année 310 fois le SMIC en moyenne ! La crise ? Quelle crise ? Pour qui ?

Pour ceux qui, agents publics ou salariés du privé se voient refuser par le patronat et le gouvernement toute hausse des salaires et reconnaissance de leurs qualifications, pour ceux qui voient le gouvernement liquider les services et les emplois publics, pour ceux qui galèrent dans la précarité et les bas salaires. C'est à la limite de la provocation !

Contrairement à ce que prétend le Président de la République, cette crise financière n'est pas le fruit de la dérive de quelques financiers sans scrupule, qu'il conviendrait de rappeler à l'ordre et à meilleure morale. Elle est la maladie congénitale d'un système tout entier tourné vers la recherche du profit financier au détriment de la satisfaction des besoins sociaux du plus grand nombre. C'est bien cela qui est en cause et qui appelle d'autres réponses.

Les salariés encore et toujours la cible

Or dans une telle situation, les réponses que le Président de la République et son gouvernement donnent et restent dans la logique des choix antérieurs, et les salariés en sont toujours et encore la cible :

- ✓ **déréglementation du droit du travail** (liquidation des 35 heures, libéralisation du cumul emploi-retraite, report de l'âge limite de départ à la retraite à 70 ans, extension du travail du dimanche, facilitation de la rupture du contrat de travail, pressions sur les chômeurs...)
- ✓ **renforcement de la précarité** (assouplissement des contrats à durée déterminée, multiplication des petits boulots...)

Le gouvernement entend donc, une nouvelle fois, jouer les ambulances d'un patronat qui, dans cette situation, n'a qu'un souci : celui de comprimer un peu plus la masse salariale pour préserver les intérêts des seuls actionnaires.

C'est tout simplement le contraire de ce qu'il faut promouvoir et que propose la CGT : la sécurisation de l'emploi, la réponse aux besoins sociaux, la valorisation des salaires, de la formation, des qualifications et s'attaquer aux causes réelles de la crise qui commence par le rééquilibrage entre les salaires et les profits en faveur des premiers.

Nouveaux reculs pour les services publics et les agents

Face à la crise financière, pas question non plus d'infléchir la politique de régression pour les services publics. Le budget 2009 entend réduire de manière drastique les moyens de l'intervention publique par la poursuite, voire l'accélération, de la mise en œuvre de la RGPP et des suppressions massives d'emplois. Les 30 600 prévues au budget 2009, s'ajoutant à celles déjà intervenues vont altérer gravement la qualité du service public rendu et continuer à détériorer les conditions de travail des agents.

De nouveaux reculs sont mis en perspective contre les droits et garanties des agents et le statut général des fonctionnaires, à commencer par le sinistre projet de loi sur la mobilité qui loin d'être enterré, est promis à un examen à l'assemblée nationale début 2009.

Mais d'autres émanations du rapport « Silicani » se profilent aussi, telles la suppression de la notation et l'instauration des primes individualisées dont une partie serait liée aux résultats.

Mêmes enjeux a la DGFIP

Ces éléments confirment les enjeux auxquels nous sommes confrontés à la DGFIP et ceux des discussions qui vont s'ouvrir sur les questions des règles de gestion applicables dans la nouvelle direction.

En recevant les syndicats de la DGFIP le 27 octobre dernier, Eric woerth a confirmé les logiques à l'œuvre. Il a en effet exprimé sa satisfaction des conditions et du rythme de concrétisation de la fusion allant jusqu'à appeler de ses vœux une accélération.

Il a aussi légitimé de nouvelles suppressions massives d'emplois au nom de la « contribution aux efforts nécessaires ».

Les blocages de l'administration constatés dans les derniers groupes de travail à la DGFIP confirment bien la démarche du ministre.

Se mobiliser pour changer la donne

Plus que jamais c'est bien la mobilisation des agents qui peut changer la donne et inverser les choix pour gagner sur les revendications !

Les CEN du SNADGI-CGT et du SNT ont décidé de s'inscrire dans la semaine d'action confédérale du 24 au 30 novembre.

Elles appellent leurs sections à utiliser ensemble cette semaine pour aller à la rencontre des personnels (HTII, tournées de services, visites de postes...) afin de débattre :

- **des enjeux de la période et des revendications (emploi, salaires, statut général, rapport SILICANI, mobilité, suppression de la notation...),**
- **du développement d'actions locales dans la période fin novembre, début décembre notamment sur la question de l'emploi.**